

La question de l'égal accès, du maintien et de la réussite des filles à l'enseignement de base au Burkina Faso

Madeleine Kaboré épouse Konkobo*,
Désiré Poussogho*

Résumé

Des inégalités scolaires demeurent dans l'enseignement de Base au Burkina Faso, et ce malgré la longue et continuelle lutte. Certes une avancée significative est à noter, mais des problèmes au niveau du maintien et de la réussite des filles à l'école persistent. Ces inégalités s'expliquent d'une part par les pesanteurs socio-culturelles et d'autre part, par les contraintes tant économiques que pédagogiques. C'est pourquoi, il apparaît nécessaire d'assurer à travers des actions fortes et des innovations majeures, une équité entre les sexes dans le système éducatif du Burkina Faso.

Mots-clés : Inégalité - Enseignement de Base - Accès - Maintien - Réussite

The issue of equal access and attendance of girls in primary school in Burkina Faso

Abstract

School inequalities remain in the basic education in Burkina Faso, despite the long and continuous struggle. While a significant advance is to be noted, problems in maintaining and succeeding girls in school persist. These inequalities can be explained on the one hand by socio-cultural heaviness and on the other hand by both economic and educational constraints. It is therefore necessary to ensure, through strong actions and major innovations, gender equity in Burkina Faso's education system.

Keywords : Inequality - Basic teaching - Access - Maintenance - Success

* Département Science de l'éducation – INSS/CNRST – Ouagadougou – Burkina Faso – mail : kmado64@yahoo.fr
desirepoudios@yahoo.fr

Introduction

Au Burkina Faso, comme dans la plupart des pays africains, la femme est perçue et traitée comme l'être de sexe faible à qui l'on ne reconnaît pas certaines compétences habituellement attribuées aux hommes. Traitée différemment dès le bas âge, la petite fille développe par rapport au garçon un complexe d'infériorité la conduisant à penser qu'elle ne peut apporter de la valeur ajoutée rien que, dans les tâches ménagères. Cet état d'esprit handicape malheureusement la femme aussi bien dans ses entreprises que dans la valorisation et l'exploitation de ses potentialités. D'où peut être l'explication du grand écart constaté entre un fort taux brut de scolarisation des filles tendant à s'équilibrer avec celui des garçons et un faible taux d'accès, de maintien et de réussite des filles à l'école. Il y a donc lieu d'apporter des précisions sur les causes réelles et les conséquences y relatives. Il s'avère aussi important de faire des recommandations allant dans le sens de la promotion du genre à l'école. Mais avant, un état des lieux des inégalités liées à l'accès, au maintien et à la réussite des filles dans l'enseignement de base mérite d'être exposé.

La présente étude vise à faire connaître d'une part la réalité et les facteurs explicatifs du phénomène des inégalités d'accès, de maintien et de réussite des filles et d'autre part proposer quelques pistes de solutions pour plus d'équité entre fille et garçon dans l'enseignement de Base au Burkina Faso.

I. Etat des lieux des inégalités entre filles et garçons dans l'enseignement de Base au Burkina Faso

En matière de scolarisation à l'école primaire, les chiffres les plus récents (DEP¹ du MEBA², 2011) indiquent un taux brut de scolarisation de 77,6 %, les garçons prédominant avec 80,2 % de taux de scolarisation, contre 75 % pour les filles. En 2012/2013, il est passé à 81,3 % sur le plan national avec 81,6 % pour les garçons et 81,0 % pour les filles. Des progrès ont été également enregistrés dans la réduction des inégalités entre sexes, puisque l'indice de parité fille/garçon pour le taux brut de scolarisation au primaire est passé de 0,69 en 1997/1998 à 0,76 en 2002/2003 et 0,99 en 2012/2013 (KOBIANE 2012-2013). En 2013-2014, on a constaté un renforcement du taux brut de scolarisation : 99,0 % pour les garçons et 94,8 % pour les filles soit un total de 97,0 % (Annuaire statistique, 2013-2014).

Même si le taux de croissance moyen de la scolarisation primaire, pour la période allant de 1994-1995 à 1997-1998 est un peu plus élevé chez les filles (6,8 % contre 5,6 %), il ne l'est pas assez pour que l'on puisse espérer une résorption de l'inégalité avant longtemps. Ce d'autant plus que du point de vue de la qualité, les redoublements (18,6 dont 19,6 pour les filles et 17,6 pour les garçons), les échecs aux examens, les abandons, touchent plus les filles que les garçons (surtout entre le CE2³ et le CM2⁴). Particulièrement en ce qui concerne la production de diplômés,

¹ Direction des Etudes et de la Planification

² Ministère de l'Education de Base et de l'Alphabétisation

³ Cours élémentaire deuxième année

⁴ Cours moyen deuxième année

des chercheurs (HOUETO *et al.*, 1997) relèvent, pour la période allant de 1992-1993 à 1995-1996, un pourcentage moyen de succès au CEP qui est de 50 % pour les filles et de 58 % pour les garçons ; de 1993-1994 à 1994-1995, le pourcentage moyen de succès à l'entrée en sixième était, lui, de 8 % pour les filles et de 13,75 % pour les garçons. Le taux de réussite au Certificat d'Études Primaires (CEP) en 2011 est de 63,99 % avec 67,74 % pour les garçons et 60,02 % pour les filles. Par rapport à l'année précédente ce taux a baissé de 1,9 points, car il était de 65,9 %. Le taux d'admission de la session 2012 présente les résultats suivants : sur 145.497 garçons présentés au CEP⁵, 99.892 admis soit 61,5 % ; quant aux filles, sur 145.065 présentées, 89.322 sont admises soit 68,9 % et au total 65,2 %. Pour la période 2014, on constate une légère amélioration avec 84,5 % pour les garçons et avec 80,2 % pour les filles. Mais, la sous-représentation des filles s'accroît à mesure que l'on monte dans les ordres d'enseignement. Ainsi, nous assistons, selon les chiffres de 2010/2011, de 2011/2012, 2012/2013 et de 2013/2014 (DEP, Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique, 2011, 2012, 2013 et 2014), à un taux brut de scolarisation au post-primaire qui est de 32,30 %, soit 28,6 % pour les filles et 36 % pour les garçons ; au secondaire c'était de 10,7%, soit 7,7 % pour les filles et 13,9 % pour les garçons. Ce taux en 2011/2012 est passé à 34,9 % dont 31,7 % pour les filles et 38,1 % pour les garçons au post-primaire et avec 8,3 % pour les filles et 14,4 % pour les garçons soit un total de 11,3 % en ce qui est pour le secondaire. Les filles représentaient 42,9 % des effectifs de l'enseignement secondaire en 2011. Des résultats de la campagne statistique 2012-2013 de l'enseignement post-primaire et du secondaire, il ressort un taux brut de scolarisation (TBS) de 36,7 % au post-primaire et 13,9 % au secondaire. Au niveau national, un peu plus d'un enfant sur 3 en âge d'être au post-primaire et 1 enfant sur 7 en âge d'être au secondaire y sont. Le TBS de 2013/2014 indique 27,0 % pour les filles et 31,9 % pour les garçons soit un total de 29,5 % dont 40,2 % pour le post-primaire et le secondaire 12,8 %. En plus de ce faible taux de scolarisation, la qualité même de l'enseignement secondaire n'est pas garantie, affectant davantage les filles. Le taux de maintien encore appelé taux de survie CM2 est de 70,3 %, soit 73 % pour les garçons et de 68 % pour les filles (tableau de bord 2010/2011, DEP MENA).

De 2005 à 2010, le taux de transition du primaire au post-primaire a connu une évolution. En effet, pour l'ensemble national le taux de transition était de 44,3 % en 2005/2006 (soit 43,3 % pour les filles et 45 % pour les garçons), par contre en 2009-2010, le taux de transition a connu une évolution significative pour atteindre 54,21 % (soit 56,82 pour les garçons et 51,19 % pour les filles) et en 2010/2011, on constate une baisse de ce taux qui est de 52,7 % ce qui peut s'expliquer en partie par la baisse du taux de succès au CEP. Néanmoins, la transition du primaire au post-primaire reste relativement stable. De 51,4 % en 2011/2012, le taux de transition est passé à 51,8 % en 2012/2013.

Concernant le redoublement, on constate une amélioration du nombre de redoublants. Au niveau du CP, le taux de redoublement était de 7,7% pour les filles et 8 %

⁵ Certificat d'Étude Primaire

pour les garçons en 2005/2006 contre 4,5 % pour les garçons et 3,9 % pour les filles en 2010-2011 ; au CE⁶, on avait 12,9 % pour les garçons et 12,6 pour les filles en 2005/2006 contre 7,4 % pour les garçons et 7 % pour les filles en 2010-2011 ; au CM⁷, pour les mêmes périodes, on a respectivement 22,8 % pour les garçons et 24,6 % pour les filles contre 17,6 % pour les garçons et 19,6 % pour les filles. Selon les chiffres de 2011/2012, le taux de redoublement au primaire était au CP⁸ de 4,4 % pour les garçons et 3,7 % pour les filles ; au CE on avait 7,1% pour les garçons et 6,6 % pour les filles ; au CM pour la période on avait 16,8 % pour les garçons et 19,4 % pour les filles. Par contre en 2012/2013, c'était au CP de 4,0 % pour les garçons et 3,4% pour les filles ; le CE indique 6,5 % pour les garçons et 5,8 % pour les filles et au niveau du CM on a 14,3 % pour les garçons et 16,8 % pour les filles. Dans la région des Cascades, en 2010-2011, il y avait au total 13 956 redoublants soit 7 324 garçons contre 6 632 filles.

Quant au taux d'abandon, on constate une baisse pour le niveau CP et CE entre 2005/2006 et 2010/2011 soit respectivement 7,2 % pour les garçons et 7,8 % pour les filles en 2005/2006 contre 4,8 % de garçons et 5,1 % pour les filles en 2010/2011, 7,5 % de garçons et 5,7% de filles en 2005/2006 contre 6,1 % de garçons et 3,3 % de filles en 2010/2011. Pour le niveau CM, le nombre d'abandons a augmenté avec les taux suivants : au niveau des filles le taux est passé de 8,8% en 2005/2006 à 12,1 % en 2010/2011 et celui des garçons pour les mêmes périodes, est passé de 9,7 % à 13 %. Pendant les années scolaires 2011/2012 et 2012/2013, le taux d'abandon a considérablement diminué (surtout au niveau des filles) au CP et au CE. On a donc 4,8 % pour les garçons et 5 % pour les filles en 2011/2012 contre 4,8 % pour les garçons et 4 % pour les filles en 2012/2013 au CP. Au CE, on a plus ou moins les mêmes constats pour les mêmes périodes, 6,8 % pour les garçons et 2,9% pour les filles ; 7,4 % pour les garçons et 2,9 % pour les filles. Par contre au CM⁹, l'effectif des abandons reste élevé, en 2011/2012, on a un taux de 12 % pour les filles et 14,2 % pour les garçons avec 11, 8 % pour les filles et 15,4 % pour les garçons en 20012/2013. En 2013/2014, la même classe présentait 9,2 % pour les filles et 13,6 % pour les garçons.

II. Méthodologie de la recherche

La population cible de l'étude est composée d'élèves filles et garçons de l'enseignement de base (formel et non formel), des enseignants du formel et du non-formel, des directeurs d'écoles, des inspecteurs, des parents d'élève et des personnes ressources provenant du Ministère de l'Education et de l'Alphabétisation, du Ministère des Enseignements Supérieurs, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation). Plusieurs méthodes et outils ont été utilisés pour la collecte des données ; il s'agit essentiellement du guide d'entretien, de la recherche documentaire,

⁶ Cours élémentaire

⁷ Cours moyen

⁸ Cours préparatoire

⁹ Cours moyen première année

de l'observation et de l'analyse de contenu. Concernant l'entretien, il a été fait jusqu'à saturation d'information. Cinquante deux (52) personnes y ont participé, dont 15 personnes provenant du Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation et du Ministère des Enseignements Supérieurs, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation, huit (8) filles enceintes que, de fil en aiguille, nous avons retrouvées. Nous avons aussi utilisé l'analyse du contenu d'un certain nombre de documents tels que des conférences, des communications scientifiques, des documents d'archives, des articles scientifiques. Enfin, nous avons pu faire quelques observations de classes de même que des observations de l'ensemble des infrastructures de quelques écoles.

III. Causes des inégalités liées au genre dans l'enseignement de base

Les inégalités dans l'enseignement de base persistent du fait des pesanteurs socio-culturelles qui admettent que les garçons aient plus de considérations sociales que les filles. En effet, non seulement le Burkina Faso fait face à une sous-scolarisation des filles, mais en plus, celles qui entrent à l'école quittent avant la fin de l'obligation scolaire pour des raisons diverses. Cette situation est favorisée par des pesanteurs socio-culturelles qui, cumulées à des faits sociaux tangibles comme le phénomène de la pauvreté, le manque de structure d'accueil pour ces filles scolarisées loin de la concession familiale, l'éloignement des infrastructures scolaires par rapport aux habitations, aggravent davantage le cas des filles.

3.1. Les pesanteurs socio-culturelles

Parmi les pesanteurs socio-culturelles susceptibles d'entraver la scolarisation de la femme, on peut citer l'attitude des parents (enquêtés surtout en milieu rural ou en milieu pauvre) par rapport à l'éducation des filles, la surcharge de la petite fille de tâches domestiques, les conceptions sociales relatives au rôle de la femme, selon lesquelles la fille ne doit chercher qu'à se préparer à son futur rôle d'épouse et de mère. La place de la femme serait dans le foyer. Pour beaucoup de parents, également, l'école est une source de bouleversement de l'ordre social préétabli, ou encore un lieu de perte, surtout pour les filles. Au niveau du non formel, le faible niveau de qualification (professionnelle) des femmes s'explique également par le faible accès de celles-ci à la formation. De plus, chez les femmes ayant pu se faire alphabétiser, la surcharge de travail liée à la répartition inégale traditionnelle des tâches entre les hommes et les femmes notamment dans les zones rurales, ne favorise pas le suivi de la post-alphabétisation. Ainsi, la femme est permanemment au four et au moulin et il lui est difficile d'avoir du temps pour se consacrer à d'autres activités comme la formation professionnelle.

De même, la non-adaptation des horaires de formation ne donne pas à la femme la possibilité de participer aux formations. En effet, Les horaires des formations en général, selon les enquêtes auprès de quelques centres de formation féminine, sont de 7 heures à 12 heures et de 15 heures à 18 heures. Ces heures sont des moments d'activités internes pour la femme qui doit vaquer à ses travaux ménagers.

Cet emploi de temps les épuise. Cela constitue un des facteurs de démotivation, surtout que l'encadrement est le plus souvent assuré par des hommes peu enclins à s'adapter aux contraintes spécifiques des femmes. Aussi, l'insuffisance de centre de formation appropriée constitue un autre frein à la formation professionnelle de la femme. Il existe peu de formations adaptées à la situation matérielle, de résidence de la femme. Cette situation fait que le taux d'alphabétisation est inégalement réparti selon le niveau de revenu, la localité de résidence et le genre.

3.2. Les facteurs économiques

Les facteurs économiques jouent certainement un rôle capital dans le faible taux d'éducation des femmes burkinabé. En effet, le coût de l'école resté jusqu'à présent élevé, pour la majorité de la population enquêtée, amène certains parents à scolariser de préférence les garçons au détriment des filles (futures mères de famille). La pensée généralement admise est qu'une femme instruite n'obéira pas à son mari, et que de toute façon, instruire une fille, c'est enrichir son futur mari.

D'autres causes viennent contribuer au faible niveau de scolarisation des femmes : le fait que l'école ne soit plus un lieu sûr de succès social, le chômage croissant des jeunes diplômés est un témoignage négativement éloquent. Aussi une enquête révèle une forte corrélation entre les revenus des parents et les taux de scolarisation des enfants. C'est ainsi que pour la couche de parents vivant en milieu urbain considérés comme ayant des revenus élevés, le taux de scolarisation des garçons est supérieur à 72 % et celui de filles 52 % contre respectivement 18 et 10 % pour les parents à revenus faibles. En zone rurale, cette disparité est encore criarde. Chez les parents à revenus élevés, seulement 34 % des garçons et 15 % des filles sont scolarisés contre 10 % de garçons et 2 % des filles chez les parents à faibles revenus. Dans tout le Burkina Faso, on relève avec une étude sur les conditions de vie des ménages que seulement 6,5 % des enfants des parents à revenus faibles vont à l'école contre 43% des enfants des parents à revenus élevés. Ce qui veut dire que plus les parents ont des revenus élevés, plus ils scolarisent leurs enfants et lorsque les revenus font défaut, ils choisissent de scolariser les garçons plutôt que les filles.

Il peut arriver qu'il y ait des formations pour les femmes, mais qui leur restent inaccessibles du fait des contraintes d'ordre géographique, financier et culturel. En effet, souvent l'éloignement des lieux de formation, au chef lieu départemental, provincial ou encore en ville, empêche la participation effective des femmes. Par exemple, le coût financier du déplacement et celui de la formation leur sont inaccessibles, car leur pouvoir d'achat est généralement faible. Sur le plan culturel, les conceptions négatives freinent les dispositions de participation des femmes.

3.3. Les grossesses précoces

Un phénomène récurrent est la déscolarisation précoce des filles ; le taux de déscolarisation est effectivement très élevée et atteint 12% en classe de CMI. Au post-primaire, elle était de 13 % en 6^e, 7 % en 5^e et près de 9 % en 4^e. Beaucoup d'entre elles étant contraintes d'abandonner l'école ou le collège pour diverses raisons

(taux élevé d'échec, manque de moyens financiers, mariages et/ou grossesses précoces, etc.). Les violences faites aux filles en milieu scolaire sont également source d'abandon : des abus sexuels ; viol, harcèlements, intimidations, des remarques dégradantes... Des cas de grossesses précoces ont été signalés aux autorités dans certaines provinces et sont en cours de traitement car ces filles ont été violées semble-t-il.

3.4. Les facteurs pédagogiques

A ce niveau, il y a l'adaptation des infrastructures scolaires ainsi que la question de la pratique des enseignants en classe. D'abord, en ce qui concerne les infrastructures, il faut reconnaître que très souvent la distance à parcourir pour aller à l'école emmène les parents à être réticents. Réticents car pour les parents d'une part, il y a la question de la sécurité de la fille et d'autre part la fille sera obligée de se restaurer à l'école à midi et cela constitue des dépenses pour bon nombre de famille qui manquent déjà de moyens. Dans plusieurs écoles, les latrines ne sont pas séparées en fonction du sexe et cela rend beaucoup vulnérables les filles. Par ailleurs, les pratiques enseignantes tant au niveau de la préparation de la situation d'enseignement apprentissage en classe et qu'au niveau des relations avec les élèves sont à revoir. Par rapport à la situation d'enseignement-apprentissage, il y a des enseignants qui traitent mal les filles en classe à cause de certains stéréotypes : les garçons sont plus intelligents que les filles. Du côté relationnel avec les élèves, il y a des enseignants qui entretiennent des relations amoureuses avec leurs élèves qui cèdent par dépit. Il faudra alors former les enseignants sur les pratiques et attitudes pédagogiques qui favorisent le plein épanouissement des filles et des garçons en introduisant des modules sur le genre dans la formation continue et initiale des enseignants. Introduire également des modules sur l'éthique dans la formation des enseignants pourrait contribuer à former des enseignants compétents et modèles.

IV. Les conséquences de ces inégalités

De l'inégalité d'accès, de maintien et de réussite des filles à l'enseignement de base, il résulte d'innombrables conséquences remettant en cause la promotion et l'épanouissement de la femme. Ces conséquences à impact totalement négatif sur les conditions de vie sociale, professionnelle et politique des femmes sont visibles à plusieurs niveaux. En effet, cette inégalité entraîne logiquement les abandons, les déperditions et échecs scolaires qui conduisent à leur tour aux phénomènes ou dérives sociales comme la prostitution, le travail des enfants (travail des filles mineurs dans les ménages, les mines, lieux de commerce), les grossesses indésirées, les mariages précoces et la délinquance juvénile.

Sur le plan professionnel, l'inégalité d'accès, de maintien et réussite des filles à l'enseignement de base, entraîne l'exercice par les filles de petits métiers (agent de nettoyage, domestiques, nourrice...) ou à de petites activités génératrices de revenus qui ne peuvent pas leur apporter « gros » en termes de finances, de responsabilité et d'ascension sociale. Cela s'explique par le fait que n'arrivant pas à commencer,

à poursuivre et à terminer l'enseignement de base obligatoire, les filles n'obtiennent même pas les premiers diplômes (CEP et BEPC) qui leur permettent de prétendre ou de postuler à des emplois sûrs (travail avec assurance et garantie sociale, bien et régulièrement rémunérés). Elles font alors de ces petites activités leurs domaines de prédilection, laissant ainsi les hommes qui eux ont plus de chance de poursuivre leurs études, se hisser haut en occupant de grands postes à revenus consistants. L'argent faisant le pouvoir, ils dominent les femmes à travers l'imposition de leurs décisions.

Le même constat est fait sur le plan politique. Les femmes du fait de leur analphabétisme constituent juste un bétail électoral que les hommes utilisent pour atteindre leurs buts politiques. Elles sont quasiment absentes des sphères de décisions. Par exemple, le nombre de femmes parlementaires est nettement inférieur à celui des hommes. Certes, il y a une avancée considérable au niveau de la promotion de la femme en politique, en économie..., mais l'équilibre ne sera établi par rapport aux hommes tant que l'égalité d'accès, de maintien et de réussite à l'enseignement de base et à l'éducation dans son ensemble n'est pas effective et réelle.

V. Recommandations pour une promotion du genre

Pour un développement équitable et égalitaire au Burkina nous faisons les recommandations qui suivent :

- la construction d'internats pour filles et garçons ; cela résoudra les soucis liés à la situation géographique des concessions des élèves (grande distance entre les écoles et les maisons d'habitation. Cela évitera aussi le fait de recourir à des tuteurs, surtout pour les filles, qui peinent à les accompagner. Les internats bien que coûteux, permettront aux filles et aux garçons des familles pauvres de réussir leur scolarité car de nombreux échecs sont dus aux mauvaises conditions de vie des élèves qui viennent des contrées éloignées.
- l'octroi de bourses à un plus grand nombre de filles afin de faciliter leur réussite dans le système scolaire.
- l'interdiction des stéréotypes sexistes de toute sorte à l'école et le bannissement de toutes les différenciations sociales envers les enfants filles et garçons afin qu'ils aient la même égalité des chances.
- l'institution de journée d'excellence afin d'encourager les meilleurs élèves.
- le positionnement des femmes dans les grandes sphères de décisions politique afin que celles-ci soient des modèles pour les autres.
- la sensibilisation massive des populations afin qu'elles s'impliquent effectivement au développement sans distinction de sexe.
- la sensibilisation et la formation des enseignants, des encadreurs pour un meilleur suivi des filles afin de les aider à réussir leur scolarité.
- le respect des textes ratifiés par le Burkina Faso en matière de scolarisation des femmes.

Conclusion

Les inégalités scolaires sont une réalité dans l'enseignement de base au Burkina Faso. Elles s'expliquent par les facteurs socioculturels, économiques et pédagogiques. La contribution de la femme à la consolidation de la démocratie au Burkina Faso dépend de sa participation effective dans tous les domaines de développement. Pour ce faire, il faut que les hommes politiques apprennent à accepter la femme en tant que personne libre d'exercer un métier ou de faire de la politique car il s'agit d'un art qui dont l'exercice doit être accessible sans aucune discrimination. De même, les Burkinabè devraient s'affranchir des obstacles socioculturels qui contraignent la femme à être soumise à vie. Ainsi, pour instaurer une éducation égalitaire des enfants, les travaux domestiques doivent être partagés entre les filles et les garçons. Cela est aussi une manière d'inculquer aux enfants dès leur jeune âge, des valeurs de travail.

Bibliographie

BOLY D. 2007. *Déterminants des disparités régionales en matière de scolarisation au Burkina Faso* ; Yaoundé (CM) : IFORD. 112 p.

CONFEMEN, 1995. *L'éducation de base : vers une nouvelle école*, Sénégal, 94 p.

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE ; 1995 : *système éducatifs africains – grande sélectivité et faible efficacité* in *Eureka* ; pp 14-35.

KOHLER J. M. et WACQUANT L. J. D. ; 1985. *L'école inégale – Eléments pour une sociologie de l'école en Nouvelle Calédonie*, Paris, Institut Culturel Mélanésien, ORSTOM, collection sillon d'ignames, 212 p.

OUEDRAOGO I., 2010. *Répartition des infrastructures scolaires du primaire et accès à la scolarisation en milieu urbain en Afrique subsaharienne*, mémoire de master II en géographie, Université de Ouagadougou, 60 p.

PREMIER MINISTERE, 2012. *L'éducation au Burkina Faso entre statu quo et ruptures : nouvelles interpellations et inquiétudes*, cabinet premier ministre, 69 p.

Ministère de l'Enseignement de Base, 2010/2011. *Tableau de bord de bord de l'éducation de base*, Ouagadougou, DEP/MENA

Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation, Annuaire statistique de l'Education 2013-2014, Ouagadougou, DEP/MENA

Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation, Recueil d'indicateurs actualisés de l'éducation de base de 1997-1998 à 2008-2009, Ouagadougou, DEP/MEBA

Ministère des enseignements secondaire et supérieur, Annuaire statistiques des enseignements post-primaire et secondaire de 2011-2011 à 2013-2014, Ouagadougou, DGESS/MESS.

Ministère des enseignements secondaire, supérieur et de la recherche scientifique, Annuaire statistiques de l'enseignement secondaire de 2000-2001 à 2009-2010, Ouagadougou, DEP/MESSRS